



COMMUNIQUÉ

COMMUNIQUÉ SUR LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EN GAMBIE

Addis Abeba, le 5 octobre 2018: Le Président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a conclu hier une visite de 24 heures en Gambie. Au cours de sa visite, il a rencontré le Président Adama Barrow, avec lequel il a eu un large échange de vues sur diverses questions d'intérêt commun. Il a également eu une séance de travail avec plusieurs Ministres, dont celui des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des Gambiens à l'Etranger, et nombre d'autres membres du Gouvernement et responsables de questions liées à la sécurité, la justice, l'agriculture, l'environnement, l'emploi, le commerce et l'intégration régionale, l'information, la jeunesse et les sports, ainsi que les responsables des agences nationales en charge de la nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments.

Le Président de la Commission a félicité les autorités gambiennes pour les progrès accomplis dans la promotion de la démocratie, l'état de droit, la réforme du secteur de la sécurité et la réconciliation, ainsi que dans le développement socio-économique, depuis la prise de fonction du Président Barrow en février 2017, reconnaissant que le Président et son Gouvernement avaient hérité d'une situation extrêmement difficile. Il a réitéré la solidarité de l'UA avec le peuple et les dirigeants gambiens et son engagement à soutenir leurs efforts de toutes les manières possibles.

Le Président Barrow et les autres responsables gambiens ont salué la visite, qu'ils ont qualifiée d'historique, puisqu'il s'agissait de la première jamais effectuée en Gambie, depuis l'accession de ce pays à l'indépendance, par un chef de secrétariat en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)/UA.

Le Président Barrow a souligné l'importance cruciale que revêt le maintien de la paix et de la sécurité comme condition préalable au développement socio-économique. À cet égard, il a appelé à un accompagnement continu de l'UA et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Les autorités gambiennes se sont félicitées du déploiement d'un Groupe technique d'appui de l'UA composé d'experts militaires, des droits de l'homme et de l'Etat de droit. Il a été convenu que l'UA et les autorités gambiennes travailleraient ensemble pour mobiliser un soutien supplémentaire pour renforcer les institutions, poursuivre la réforme du secteur de la sécurité, tirer parti des ressources de la diaspora gambienne, renforcer les capacités de la fonction publique et sensibiliser les parties prenantes concernées en vue de faciliter la restructuration de la dette nationale. L'UA continuera également à appuyer les efforts entrepris en soutien à la promotion de la sécurité

sanitaire alimentaire, en s'appuyant sur l'action conduite sur le terrain par la Plateforme pour le contrôle de aflatoxines en Afrique (PACA). La Gambie est l'un des pays pilotes du PACA.

Dans ses échanges avec ses interlocuteurs, le Président de la Commission a également souligné la nécessité d'accélérer le processus d'intégration. Il a indiqué attendre avec intérêt la ratification rapide par la Gambie de l'Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine et du Protocole sur la libre circulation des personnes - la Gambie est déjà signataire de ces deux instruments - ainsi que la mise en œuvre des mesures nécessaires pour rendre opérationnel le Marché unique sur le transport aérien en Afrique - la Gambie fait partie des 26 États membres de l'UA qui sont parties au Marché unique. Les autorités gambiennes se sont engagées à conclure rapidement les formalités liées à ces entreprises majeures. Le Président de la Commission a également évoqué le processus de réforme institutionnelle en cours de l'UA et a félicité la Gambie pour avoir été l'un des premiers pays africains à avoir mis en œuvre la taxe de 0,2% sur les importations éligibles en vue du financement de l'Union.

Le Président de la Commission a également rencontré Mme Soyata Maiga, Présidente de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), et s'est rendu dans les locaux de la CADHP. Le Président de la Commission a félicité la CADHP pour les résultats obtenus au cours de ses 30 années d'existence. Les discussions ont également porté sur les problèmes administratifs, financiers et autres rencontrés par la CADHP et sur la meilleure façon de les résoudre, afin que cet organe puisse s'acquitter plus efficacement de son mandat.